Qui sème la restriction récolte la récession

par le Département Analyse et Prévisions, sous la direction de X. Timbeau

Ce texte résume la note de l'OFCE n°16 donnant les perspectives de l'économie mondiale 2012-2013.

Le paroxysme de la crise des dettes souveraines est passé. La dette publique grecque est restructurée et diminuera, au prix d'un défaut, de 160 à 120 % du PIB. Cette restructuration autorise le déblocage du soutien financier de la troïka à la Grèce et résout pour l'instant le problème de financement du renouvellement de la dette publique grecque. La contagion qui avait frappé la plupart des pays de la zone euro, et qui s'était traduite par une hausse des taux souverains, est interrompue. La détente est sensible par rapport au début de l'année 2012 et le risque d'un éclatement de la zone euro est largement réduit, du moins dans le court terme. Pour autant le processus de transformation de la Grande Récession, amorcée en 2008, en très Grande Récession n'est pas interrompu par le soulagement temporaire apporté à la crise grecque.

D'une part, l'économie mondiale, et singulièrement la zone euro, restent dans une zone de risque où, à nouveau, une crise systémique menace et d'autre part, la stratégie choisie par l'Europe, à savoir la réduction rapide de la dette publique (qui suppose la réduction des déficits publics et leur maintien en deçà des déficits qui stabilisent la dette) compromet l'objectif annoncé. Or, puisque la crédibilité de cette stratégie est perçue, à tort ou à raison comme une étape indispensable en zone euro pour rassurer les marchés financiers et permettre le financement à un taux acceptable de la dette publique (entre 10 et 20 % de cette dette étant refinancés chaque année), la difficulté à atteindre l'objectif

oblige à une rigueur toujours plus grande. La zone euro apparaît comme courant après une stratégie dont elle ne maîtrise pas les leviers, ce qui ne peut qu'alimenter la spéculation et l'incertitude.

Nos prévisions pour la zone euro concluent à une récession de 0,4 point en 2012 et une croissance de 0,3 point en 2013 (tableau 1). Le PIB par tête baisserait en 2012 pour la zone euro et serait stable en 2013. Le Royaume Uni échapperait à la récession en 2012, mais la croissance du PIB resterait en 2012 et en 2013 en deçà de 1% par an. Aux Etats-Unis, la croissance du PIB accélèrerait à 2,3% par an en 2012 après une année 2011 à 1,7%. Bien qu'il soit supérieur à celui de la zone euro, ce taux de croissance peine à enclencher une hausse du PIB par tête et ne permet pas une décrue significative du chômage.

L'épicentre de la crise se déplace ainsi vers le Vieux continent et compromet la sortie de crise pour les pays développés. Confrontés plus encore que la zone euro à une situation budgétaire dégradée et donc à l'alourdissement de la dette, les Etats-Unis et le Royaume-Uni redoutent l'insoutenabilité de leur dette publique. Mais parce que la croissance compte tout autant pour assurer la stabilité de la dette, la restriction budgétaire en zone euro qui pèse sur leur activité ne fait qu'accroître leurs difficultés.

En privilégiant la réduction rapide des déficits et de la dette publique, les responsables politiques de la zone euro révèlent qu'ils croient que le futur sera celui du pire scénario. S'en remettre à la soi-disant discipline des marchés pour rappeler à l'ordre les pays dont les finances publiques sont dégradées ne fait qu'aggraver, par le renchérissement des taux d'intérêts, le problème de soutenabilité. Par le jeu du multiplicateur, toujours sous-estimé dans l'élaboration des stratégies ou des prévisions, les politiques d'ajustement budgétaire entraînent une réduction d'activité qui valide la croyance résignée dans un "new normal" dégradé. *In fine,* elle ne fait que s'auto-réaliser.

Tableau 1. Perspectives de croissance mondiale

Taux de croissance annuels, en %

	Poids [1] dans le total	PIB en volume		
		2011	2012	2013
DEU	4,1	3,1	0,1	0,8
FRA	3,1	1,7	0,2	0,7
ITA	2,6	0,8	-1,7	-0,9
ESP	2,0	0,7	-1,1	-0,6
NLD	1,0	1,1	-1,1	0,1
BEL	0,6	1,9	0,1	0,9
AUT	0,3	3,1	0,4	0,8
FIN	0,3	2,7	0,7	1,1
PRT	0,3	-1,5	-2,9	0,2
GRE	0,3	-6,2	-5,1	-0,3
IRL	0,3	0,8	-0,6	0,9
EUZ	**15,3**	**1,5**	**-0,4**	**0,3**
GRB	3,2	0,9	0,7	0,9
SWE	0,5	4,0	0,8	1,6
DNK	0,3	1,1	0,6	1,1
EU à 15	**19,4**	**1,5**	**-0,2**	**0,4**
12 nouveaux pays membres	2,7	3,1	1,3	2,1
EU à 27	**22,0**	**1,7**	**-0,1**	**0,6**
CHE	0,3	1,9	0,2	1,0
NOR	0,4	2,5	2,5	2,8
Europe	**22,9**	**1,8**	**0,0**	**0,6**
USA	20,8	1,7	2,3	2,4
JPN	6,3	-0,6	1,9	1,5
CAN	1,9	2,3	2,0	2,3
Pays industriels	**53,3**	**1,4**	**1,2**	**1,5**
Pays candidats à l'UE[2]	1,3	7,6	1,7	4,3
RUS	3,3	4,3	3,5	3,8
Autres CEI[3]	1,3	5,9	3,7	4,2
CHN	11,3	9,2	8,1	8,1
Autres pays d'Asie	13,2	5,6	5,8	6,3
Amérique latine	8,7	4,3	3,5	3,9
Afrique subsaharienne	2,3	4,9	3,5	5,3
Moyen-Orient et Afrique du nord	4,8	3,3	3,2	3,6
Monde	**100**	**3,5**	**3,1**	**3,4**

1 : Pondération selon le PIB en les PPA de 2008 estimés par le FMI.
2 : Croatie, République de Macédoine et Turquie.
3 : Communauté des États indépendants.
Source : FMI, OCDE, sources nationales, calculs et prévision OFCE mars 2012.